

Histoire industrielle : bilan et perspectives

Michel Pauly

En levée de rideau, les spectateurs eurent droit à une joute aux épées feutrées. « L'histoire industrielle a une grande utilité pour nous faire comprendre les problèmes économiques actuels », proclama le recteur de l'Université du Luxembourg, Rolf Tarrach, et certains crurent y déceler une tentative de se racheter pour ses paroles plutôt désobligeantes concernant le prétendu manque d'utilité des sciences humaines prononcées à la table ronde organisée par *forum* en mai 2011 (cf. *forum* n° 309, p. 4-6 ; n° 310, p. 50-55). Or, immédiatement après, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, François Biltgen, lui répondit : « Non seulement l'histoire industrielle, mais l'histoire tout court est fort utile à notre société. » Et spécialiste de l'archevêque Baudouin de Trèves qu'il est, il cita son héros pour en vanter la polyglossie et l'interculturalité qui était la marque de l'espace luxembourgeois dès le Moyen Âge, contredisant tel sociologue qui avait prétendu dans le *Luxemburger Wört* (14.7.2011) que le multilinguisme ne fit son entrée dans les hautes sphères de l'administration qu'au XVII^e siècle.

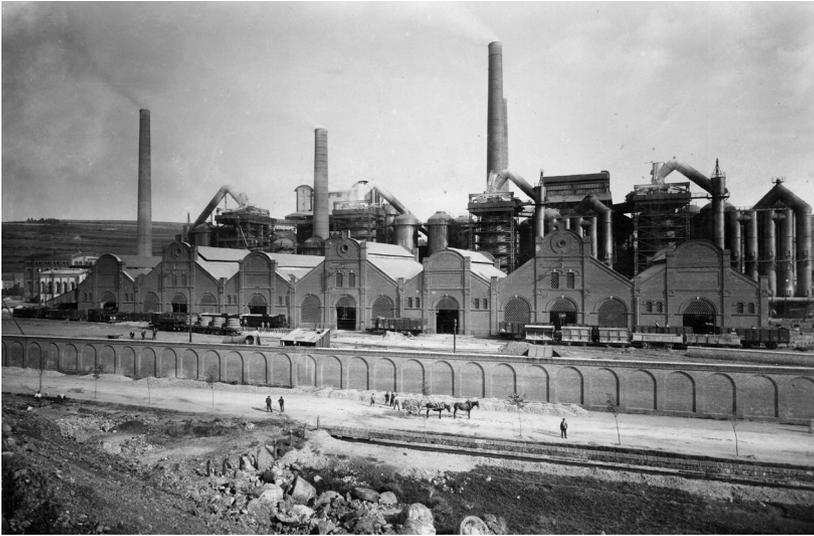
Les organisateurs des 4^{es} Assises de l'historiographie luxembourgeoise n'auraient pu rêver une assistance plus distinguée (parmi laquelle on relèvera le président de la FEDIL, Robert Dennewald) et une controverse allant plus directement au cœur du sujet. Ces Assises sont organisées tous les deux ans depuis 2005 par le Laboratoire d'histoire de l'Université du Luxembourg dans le cadre du programme de recherches « Études luxembourgeoises » pour faire l'inventaire de nos connaissances, en dégager les lacunes et élaborer des perspectives de recherche historique concernant le Luxembourg au sens trans- et métanational. Bénéficiant, d'une édition à l'autre, d'un public sans cesse croissant – cette année on compta une centaine d'inscrits –, le colloque était placé les 18 et 19 novembre derniers sous le signe de l'histoire industrielle. En

2005 avait été problématisé le concept même d'histoire nationale, en 2007, certaines grandes figures de l'historiographie nationale et en 2009, l'histoire du local. Les actes des trois premières éditions ont été publiés dans la revue *Hémécht*. Si le choix s'est porté en 2011 sur l'historiographie consacrée à l'histoire industrielle, le centenaire de l'usine Belval, fondée en 1911 sous le nom de Adolf-Emil-Hütte par la Gelsenkirchener Bergwerks A.G. et actuellement mieux connue sous le nom de ARBED-Belval, ainsi que le centenaire de la création de l'ARBED n'y furent pas innocents. Mais, comme le précisa René Leboutte au nom de l'équipe chargée de l'organisation des Assises de cette année, c'est toute l'évolution industrielle, pas seulement le secteur sidérurgique, qu'ils voulaient placer sous le projecteur, car il faut étudier les changements économiques pour comprendre les transformations sociétales.

Il n'y a pas que la sidérurgie

Un des constats patents qui se dégage de ces 4^{es} Assises est l'absence d'études consacrées à d'autres secteurs industriels que la sidérurgie. S'il est vrai que tous les aspects de cette industrie-locomotive de l'économie luxembourgeoise sont loin d'être étudiés, d'autres secteurs souffrent d'une négligence bien plus grave encore. Citons à titre d'exemples évoqués lors du colloque les ardoisières – pourtant bel exemple pour une approche transnationale –, l'industrie du bois et la papeterie, l'industrie chimique, l'industrie textile, la production et le travail du cuir... Une première approche pourrait consister à inventorier les entreprises de ces différents secteurs par couches chronologiques dans le cadre de l'atlas de la Grande Région (<http://gr.uni.lu>). Souvent issues de leur propre sein et manquant donc des fois de la nécessaire distance historique, certaines entreprises ont certes fait l'objet de quelques études. D'autres

**L'histoire des
PME avant et
parallèlement
à l'essor
sidérurgique
mériterait
certainement un
projet de recherche
d'envergure à
l'Université du
Luxembourg.**



© Collection Alain Zimmermann

entreprises par contre constituent une véritable *terra incognita* historiographique. Ainsi, les faïenceries des frères Boch ont fait l'objet d'études en histoire économique comme en histoire de l'art, mais nul historien n'a étudié la faïencerie Dondelinger d'Echternach. L'atelier de filature mécanique Kuborn à la Pulvermühle a été étudié dans un article de la *Hémécht*, mais les manufactures des Lippmann et des Godchaux restent largement inconnues. La ganterie Reinhard au Grund est présentée dans plusieurs vitrines du Musée d'histoire de la Ville de Luxembourg, mais aucune étude de fond n'y a été consacrée. Cette prédominance de la sidérurgie dans l'historiographie industrielle explique que certains hommes politiques ont pu prétendre qu'avant la sidérurgie, c.-à-d. avant 1870, il n'y aurait rien eu au Luxembourg. On se demande alors d'où provenaient les capitaux nécessaires à l'investissement dans les premiers hauts fourneaux et avec quel argent les nombreuses églises au XVIII^e comme au XIX^e siècles ont été construites. L'histoire des PME avant et parallèlement à l'essor sidérurgique mériterait certainement un projet de recherche d'envergure à l'Université du Luxembourg. On pourrait y englober un aspect non évoqué aux Assises : la transition du monde des corporations d'artisans vers une première ère libérale qui ne fit pas nécessairement le bonheur de tous, même pas des petits patrons, comme certains relents de corporatisme véhiculés p. ex. dans le *Luxemburger Wort* durant ses premières dizaines d'années d'existence et jusqu'à l'époque nazie peuvent le faire croire. Il se pourrait qu'une nouvelle périodisation de l'industrialisation s'impose au Luxembourg.

Autre aspect souligné par les 4^{es} Assises : l'étude des acteurs de l'industrialisation. Qui étaient les patrons ?

qui étaient les ouvriers ? qui étaient les ingénieurs qui ont p. ex. construit les chemins de fer ? Quels étaient leurs parcours, leurs carrières, leurs réseaux, leurs stratégies ? Comment ont-ils fait en 1858 pour construire la ligne Kleinbettingen-Dudelange beaucoup plus rapidement que ne prend, au XXI^e siècle, le doublement de la ligne Luxembourg-Pétange ? Est-il vrai que la plupart avaient été appelés de l'étranger ? Quels trajets suivaient alors cette mobilité des travailleurs étrangers ? Quel était le rôle des communautés d'accueil des compatriotes étrangers pour leur insertion, puis intégration dans la société d'accueil dite luxembourgeoise ? Quelle était la présence féminine dans le salariat, le patronat, l'artisanat ? Le ministre a déploré l'absence d'études sur l'alcoolisme chez les ouvriers à l'époque de la première industrialisation. D'autres ont insisté sur les Luxembourgeois qui passaient quotidiennement la frontière pour aller travailler dans les usines lorraines, contrairement au mythe national qui veut que ce mouvement des frontaliers ait toujours fonctionné en sens inverse, en sens unique pour les Lorrains. Et le rôle des syndicats p. ex. face à la question migratoire ? Si les études consacrées au phénomène syndical sont d'une part rares, d'autre part, elles sont en général « faites maison » et tertio limitées au territoire national. Il conviendra d'entreprendre des recherches qui mettent en lumière les débats à l'intérieur des syndicats et entre syndicats, mais aussi leurs techniques de recrutement et de mobilisation ou encore l'influence des centrales syndicales étrangères, p. ex. avant 1914. Dans ce domaine comme dans tant d'autres, un dictionnaire biographique de l'histoire luxembourgeoise fait cruellement défaut, mais le Fonds national de la recherche (FNR) refuse de financer la constitution de banques de données.

Des sources inexploitées

À côté des volets économiques et sociaux de l'histoire industrielle, plusieurs communications des 4^{es} Assises ont été consacrées à l'aspect patrimonial : villas d'ingénieurs et de directeurs, halls de production, centrales électriques ou de gaz... Leurs auteurs ont su mettre à contribution des sources aussi diverses que des témoignages littéraires, des photos, des films, des cartes, des plans d'architectes. Ces édifices sont parfois encore debout, mais trop souvent vides et donc voués à une dégradation lente mais inexorable qui ne semble faire l'objet d'aucun soin ni de la part des anciens propriétaires ou ouvriers, ni des autorités communales ou de l'État. Les cités ouvrières du Bassin minier ont fait l'objet de quelques études remarquables. Mais celles-ci restent le fait des historien(ne)s de l'art et les aspects sociaux tels que : qui habitait là ? durant combien de temps ? choisi selon quels critères ?, etc., restent inexploités. Manque

Si les études consacrées au phénomène syndical sont d'une part rares, d'autre part, elles sont en général « faites maison » et tertio limitées au territoire national.

aussi une approche comparative avec d'autres bassins miniers, tant sur le plan architectural que sur celui de la planification urbanistique. Trop souvent, les historiens laissent cet aspect patrimonial aux historiens de l'art dont l'approche est pourtant plus purement descriptive, et moins analytique et problématisante.

Un des avantages des ces assises consiste aussi à attirer l'attention sur des sources parfois connues de quelques initiés seulement. Ainsi sont conservés au Musée de la vie wallonne à Liège les livrets d'ouvrier du bassin charbonnier mosan, y compris ceux de centaines, sinon de milliers de Luxembourgeois entre 1816 et 1970 ; or, ces livrets contiennent toute la carrière professionnelle de leur détenteur et leur photo. Souvent, les intervenants ont dû regretter l'absence d'archives. Rares sont p. ex. les entreprises qui ont versé leurs archives aux Archives nationales de Luxembourg (ANLux). Grâce à l'intervention de quelques historiens qui avaient eu vent de leur destruction imminente, les archives de l'ARBED et des entreprises fusionnées au cours du siècle ont pu être sauvegardées et sont en cours d'inventorisation aux ANLux. Rien de moins que quelques milliers de plans et de photos y attendent d'être exploités par des historiens. La Société nationale des chemins de fer a également remis ses documents historiques aux ANLux. Des négociations seraient en cours pour un versement similaire de la part de Paul Wurth S.A. Mais au-delà c'est le vide béant, si l'on en croit le site Internet des ANLux. Combien d'archives passent au déchiqueteur, combien d'édifices industriels détruits lors des liquidations d'entreprises annoncées à un rythme croissant ? Et pour les syndicats, la situation n'est guère meilleure. Et chez l'État ? Où se trouvent les dossiers de la Sécurité sociale ? Au moins ceux d'avant 1940 devraient être accessibles de nos jours... s'ils existent toujours !

Si l'Université du Luxembourg veut prendre en charge ce vaste domaine dont les Assises n'ont fait qu'esquisser les contours, il faudra bien qu'elle engage un professeur en histoire économique spécialisé en histoire industrielle, car ni le titulaire de la chaire en histoire transnationale luxembourgeoise ni celui en histoire européenne contemporaine socioéconomique ne sauraient intégrer ces domaines dans leurs préoccupations scientifiques.

La partie est loin d'être gagnée. Ainsi, le FNR a refusé de cofinancer les Assises de l'historiographie, le Service des sites et monuments nationaux n'y a jamais participé et les collaborateurs d'autres institutions culturelles n'y viennent qu'à titre privé ou simplement pour assurer leur intervention sans engager un débat de fond avec les chercheurs. Aux Assises d'Esch-Belval, les responsables de l'Itinéraire de la culture industrielle (ICI) du Bois-du-Luc en Belgique, itinéraire qui traverse le bassin minier transfrontalier du Hainaut et du Nord-Pas-de-Calais, ont su montrer qu'une valorisation des recherches pour le grand public est possible si acteurs politiques, chercheurs scientifiques, conservateurs du patrimoine, musées, responsables touristiques, architectes, urbanistes et le secteur associatif collaborent. Mais au Luxembourg, à Belval, un ministère finance la destruction des derniers vestiges de l'industrie sidérurgique locale dont un autre ministère finance l'étude scientifique, enlevant tout espoir aux quelques enthousiastes pleins de bonne volonté pour sauvegarder la mémoire d'un site industriel que trop d'anciens sidérurgistes vouent aux gémonies pour y avoir souffert toute leur vie. Heureusement, Agora SARL et la Fondation Bassin minier ont remplacé au pied levé le FNR et contribué au financement du colloque et la Fondation a promis de publier les actes des Assises dans sa belle collection *Mutations*. ♦

Un des avantages des ces assises consiste aussi à attirer l'attention sur des sources parfois connues de quelques initiés seulement.

Jean-Luc Mousset : *L'industrialisation du Luxembourg de 1800 à 1914*. Musée national d'histoire et d'art, Luxembourg 1994.

